La Dépêche
Évreux

Eure. Réorganisation des Finances publiques : les syndicats dénoncent une réforme inadaptée

L'intersyndicale des Finances publiques de l'Eure dénonce le projet de restructuration de sa direction, qui conduit à des fermetures de centres et des suppressions de postes.

De gauche à droite : Fabien Dubost, secrétaire départemental FO, Isabelle Laurent de Solidaires et Jean-Pierre Fontaa de la CGT. (©Camille Langlade)

Par **Camille Langlade** Publié le 27 Jan 21 à 9:32

Mardi 19 janvier 2021, les délégués de **l'intersyndicale des Finances publiques** de l'Eure (Solidaires, FO, CGT) ont boycotté le comité technique de la direction départementale qui devait entériner la suppression de 15 emplois pour 2021. À la place, ils ont préféré tenir une conférence de presse à **Évreux (Eure)** pour dénoncer un projet de restructuration des centres d'accueil qu'ils jugent contre-productif.

Dans le cadre du programme de **réorganisation des services des impôts** initié en 2019, la Direction départementale des finances publiques (DDFiP) de l'Eure a engagé un projet de restructuration des centres présents dans le département, appelé ***Nouveau réseau de proximité***

(NRP). Officiellement, ce plan a pour but de rapprocher les usagers de leurs services publics (*lire encadré ci-dessous*), mais selon les syndicats, il n'en est rien.

15 suppressions de poste

« Qui dit restructuration dit suppression d'emploi », amorce Jean-Pierre Fontaa, le secrétaire départemental de la CGT Finances publiques. « Depuis 2007, 253 postes d'agents ont été supprimés dans l'Eure », souligne Isabelle Laurent, co-secrétaire départementale du syndicat national Solidaires Finances publiques. **Des départs à la retraite mais aussi des mutations**.

> Cela engendre des mobilités subies et du mal-être au travail.
>
> **Isabelle Laurent** Co-secrétaire Solidaires Finances Publiques 27

Le département compte aujourd'hui 636 agents des Finances publiques. Pour pallier **la fermeture de services des impôts et de trésoreries locales** (sept ont fermé leurs portes au 1er janvier 2021), l'État a ouvert des *Maisons France Services*. Des espaces qui regroupent sous un **guichet unique** différents services publics de proximité (caisse d'allocations familiales, impôts, assurance maladie, pôle emploi etc.).

Or, selon Fabien Dubost de FO, ces structures n'accueillent en moyenne que **deux usagers par jour**. « Les gens n'y vont pas, ça ne fonctionne pas », complète Isabelle Laurent. L'Eure en compte actuellement neuf. Pour les syndicats, ces établissements, dépourvus d'agents des Finances publiques, (ré)orientent avant tout les usagers, notamment vers des plateformes téléphoniques ou numériques, sans forcément leur apporter une solution concrète.

Fermeture des centres locaux

Précisément pour les syndicalistes, la **numérisation** tous azimuts des services administratifs et fiscaux (déclaration de revenus en ligne, prélèvement de l'impôt à la source, etc.) se fait au détriment des contribuables, qui devront faire encore plus de kilomètres pour se rendre dans le centre le plus proche de chez eux.

> On est en train de détruire le service public des Finances publiques qui était encore bien implanté sur tout le territoire.
>
> **Isabelle Laurent**Co-secrétaire Solidaires Finances Publiques 27

La syndicaliste rappelle par ailleurs **l'illectronisme** d'une partie de la population : « Celle qu'on reçoit encore aux guichets ; c'est elle qui va le plus en pâtir. »

D'ici fin 2021, les **services des impôts** des particuliers devraient passer de sept (Pont-Audemer, Bernay, Verneuil, Vernon, Les Andelys, Louviers et Évreux) à **seulement trois** : Évreux, Vernon et Bernay. Une régression « inacceptable » selon l'intersyndicale.

« Un rouleau compresseur »

« L’objectif est de regrouper toutes les structures avec 20-30 agents au même endroit », commente Isabelle Laurent. Mais cette **fusion** dessert selon elle l’efficacité même des services, en sous-effectif, avec pour conséquence des retards dans les publications des actes (plus de 18 mois pour certains) et des **délais d’attente toujours plus longs**. Sans parler du nouveau personnel à former.

Une réorganisation « cohérente » pour la direction

Selon Jean-Luc Brenner, directeur départemental des Finances publiques de l’Eure, le nouveau réseau de proximité vise au contraire à « accroître, et non pas réduire, le nombre de points de contact de proximité à disposition des usagers ». Pour ce faire, une trentaine d’espaces France Services devraient pouvoir accueillir les particuliers d’ici fin 2021 sur tout le territoire. Ces lieux mutualisent plusieurs administrations dans un lieu unique. « Par ailleurs, 104 buralistes sont d’ores et déjà agréés par l’État dans l’Eure pour encaisser les impôts, les amendes et les recettes des collectivités locales en espèces ou par carte bancaire », poursuit le directeur.
Une réorganisation plus « cohérente » pour Jean-Luc Brenner, qui rappelle que les contribuables ont changé leurs habitudes : « Ils préfèrent ne plus se déplacer, en bénéficiant du même service rendu par internet ou par téléphone. »

Mais d’après l’Intersyndicale, cette restructuration avance vite, trop vite : « La crise sanitaire permet à notre directeur d’aller encore plus vite, au mépris du bien-être au travail et de l’efficacité. C’est un rouleau compresseur. » Laissant des **agents désabusés** et démotivés : « Ils ont le sentiment d’être laissés pour compte, méprisés par la direction. » Néanmoins, aucune manifestation dans la rue n’est prévue. « C’est difficile de mobiliser en ce moment », soupire Isabelle Laurent.